

Communiqué



27 JUIN 2025

Le mercredi 18 juin, à l'issue d'une Assemblée générale extraordinaire, **les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles, créés en 1972 à l'initiative de l'Etat**, ont décidé de se mobiliser en juin afin d'interpeller l'Etat sur l'urgence du versement des subventions. L'ensemble des CIDFF des Hauts-de-France s'associent à cette semaine d'actions pour alerter sur l'insuffisance et les retards des subventions publiques, qui compromettent la poursuite de leurs missions.

Une crise sans précédent

Le réseau CIDFF, premier acteur de terrain pour l'accès aux droits des femmes en France, traverse une crise financière majeure. A l'échelle régionale, pour la FRCIDFF et les CIDFF des HAUTS DE FRANCE, c'est une charge supplémentaire de près de **400 000€ en 2025** pour la revalorisation salariale, à ce jour non compensée par l'Etat. En raison du retard dans le versement des subventions – voire de certains refus de financement – les CIDFF ont déjà été contraints de réduire certaines activités (permanences juridiques, intervention de l'action En Voiture Nina et Simon.e.s par exemple). Cela a des conséquences importantes sur le public accompagné et notamment pour les femmes victimes de violences. Les délais pour obtenir un rendez-vous se rallongent sur certaines permanences alors que la demande ne cesse d'augmenter.

En 2025, la FNFV décompte 42 féminicides depuis le début de l'année, 12% des féminicides sont situés dans les HAUTS DE FRANCE.

La Fédération Régionale des CIDFF HAUTS DE FRANCE ont accueilli 18 771 personnes en 2024, ont réalisé plus de 30 000 entretiens, près de 4900 personnes accompagnées victimes de violences sexistes et sexuelles.

Face à cette situation nous tirons la sonnette d'alarme

Si les versements prévus ne sont pas versés et si le soutien financier des politiques publiques ne se maintient pas, certains CIDFF ne seront plus en mesure de maintenir leurs activités notamment leur accompagnement juridique et social de proximité, pourtant essentiel pour continuer de lutter contre les violences faites aux femmes et l'accompagnement du public. **Les CIDFF de la région Hauts-de-France ainsi que la Fédération Régionale des CIDFF Hauts-de-France ont choisi de se mobiliser lors d'une journée commune le lundi 30 juin.**

Nous tenons à alerter que cette situation n'est pas vivable pour les structures, la visibilité financière, nos trésoreries sont fortement impactées par le non-versement des subventions et l'absence voir le refus de de financement.

Cela a un impact direct sur nos salarié.e.s oeuvrant tous les jours auprès du public que nous accueillons mais également directement auprès des personnes, notamment des femmes victimes de violences

Nous avons réellement besoin de votre soutien afin de pérenniser nos actions et de poursuivre notre activité en faveur des personnes accompagnées au sein de nos centres et garantir un accompagnement optimisé. Nos permanences décentralisées (+ 150 permanences) nous permettent une présence sur l'ensemble de la région des Hauts-de-France.